

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 1998 relatif à la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les installations classées, notamment l'article 2, § 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 adoptant un nouveau projet de plan régional d'affectation du sol;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement du 24 septembre 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de remplacer les références au projet de plan régional d'affectation du sol adopté le 16 juillet 1998 par des références au projet de plan régional d'affectation du sol adopté le 30 août 1999 afin de mettre un terme sans délai à l'insécurité juridique résultant de l'application de normes de bruit relatives à des zones arrêtées dans un projet de plan qui n'existe plus;

Sur proposition du Ministre chargé de l'Environnement;

Après en avoir délibéré;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 1998 relatif à la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les installations classées est remplacé par le texte suivant :

« 2° zone : les zones définies par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 adoptant un nouveau projet de plan régional d'affectation du sol. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 octobre 1999.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,

J. SIMONET

Le Ministre de l'Environnement,

D. GOSUIN

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 1998 betreffende de strijd tegen de geluids- en trillingenhinder voortgebracht door de ingedeelde inrichtingen, inzonderheid op artikel 2, § 1, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998;

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 1999 tot goedkeuring van een nieuw ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 24 september 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om de verwijzingen naar het op 16 juli 1998 goedgekeurde ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan te vervangen door verwijzingen naar het op 30 augustus 1999 goedgekeurde ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan teneinde onverwijld een einde te maken aan de rechtsonzekerheid die voortvloeit uit de toepassing van geluidsnormen in gebieden die vastgesteld zijn in een ontwerpplan dat niet meer bestaat;

Op voorstel van de Minister belast met Leefmilieu;

Na erover te hebben beraadslaagd,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, § 1, 2°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 1998 betreffende de strijd tegen de geluids- en trillingenhinder voortgebracht door de ingedeelde inrichtingen wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2° gebied : de gebieden bepaald door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 1999 tot goedkeuring van een nieuw ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 oktober 1999.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,

J. SIMONET

De Minister van Leefmilieu,

D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 3494

[C - 99/31415]

16 JUILLET 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution, coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment ses articles 60, alinéa 2, 74 et 75;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité pour le Collège d'assurer son fonctionnement sans délai,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « loi spéciale » : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 janvier 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

2° « le décret » : le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Eric TOMAS, Ministre, Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales, est compétent pour :

- le secrétariat et la Chancellerie;
- la coordination de la politique du Collège;
- l'enseignement dans les limites des articles 60 à 62 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en ce compris la formation préscolaire dans les préguardiennats, la formation postscolaire et parascolaire, la formation artistique et la formation intellectuelle, morale et spéciale prévues à l'article 4, 11°, 12°, 13° et 14° de la loi spéciale, sans préjudice des initiatives culturelles s'adressant au public scolaire conformément à l'article 4 du présent arrêté;
- l'enseignement provincial tel que visé aux articles 79bis et 80bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989, ainsi que l'exécution du décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française et du décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, en ce compris le Complexe sportif et la Haute Ecole Lucia de Brouckère;
- la reconversion et le recyclage professionnels, tels que prévus à l'article 4, 16° de la loi spéciale et à l'exception de la formation professionnelle et permanente des Classes Moyennes;
- la promotion sociale, telle que prévue à l'article 4, 15° de la loi spéciale;
- le transport scolaire, tel que prévu à l'article 3, 5° du décret;
- la politique d'accueil et d'intégration des immigrés prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, 3° de la loi spéciale, dénommée la cohabitation des communautés locales;
- les relations avec la Communauté française et la Région wallonne;
- les relations internationales;
- la saisine du Comité de concertation « Gouvernement fédéral – Gouvernement des Communautés et des Régions ».

Art. 3. M. Jacques SIMONET, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique, est compétent pour :

- la Fonction publique.

Art. 4. M. Didier GOSUIN, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse, est compétent pour :

- la politique de la santé, telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, I de la loi spéciale et à l'article 3, 6° du décret;
- la politique culturelle, telle que définie à l'article 4 de la loi spéciale, à l'exception des 10° à 16° et dans les limites fixées aux articles 60 à 62 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en ce compris les activités parascolaires de matière culturelle;
- la politique culturelle telle que visée à l'article 83 quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989;
- le tourisme, tel que prévu à l'article 4, 10° de la loi spéciale;
- les infrastructures sportives telles que visées à l'article 3, 1° du décret;
- la jeunesse et les ludothèques.

Art. 5. M. Eric ANDRE, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes Moyennes et de la Politique des Personnes Handicapées, est compétent pour :

- la formation professionnelle et permanente des Classes Moyennes, en ce compris la tutelle sur les établissements concernés, telle que prévue à l'article 4, 16° de la loi spéciale, et à l'exception de la reconversion et du recyclage professionnels;
- la politique d'aide aux personnes handicapées, telle que prévue à l'article 5, § 1, II, 4° de la loi spéciale, en ce compris le service à gestion séparée, et les infrastructures y relatives.

Art. 6. M. Alain HUTCHINSON, Ministre, Membre du Collège, chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille, est compétent pour :

- le budget;
- l'aide aux personnes, telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, II de la Loi spéciale et dans les limites fixées par le décret à l'article 3, 7°, et les infrastructures y relatives, dénommée l'Action sociale et la Famille, à l'exception de :
 - la politique d'accueil et d'intégration des immigrés prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, 3° de la loi spéciale,
 - la politique d'aide aux personnes handicapées prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, 4° de la loi spéciale.

Art. 7. Le secrétariat du Collège est assuré par le Directeur de Cabinet ou le Directeur de Cabinet adjoint du Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 8. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 9. Les membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juillet 1999

Bruxelles, le 16 juillet 1999.

Le Ministre, Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales,

E. TOMAS

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,
J. SIMONET

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Culture,
du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,
D. GOSUIN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle
et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Handicapés,
E. ANDRE

Le Ministre, Membre du Collège, chargé du Budget, de l'Action Sociale et de la Famille,
A. HUTCHINSON

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 3494

[C - 99/31415]

16 JULI 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot verdeling van de bevoegdheden onder de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166 en 176 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 60, tweede lid, 74 en 75;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschapsraad van 18 juni 1990 tot organisatie van de voorgedij over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voor het College om onverwijld zijn werking te verzekeren,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° « de bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

2° « het decreet » : het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 2. De heer E. TOMAS, Minister, Voorzitter van het College, belast met Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing, Leerlingenvervoer, het Samenleven van Plaatselijke Gemeenschappen, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen is bevoegd voor :

— het secretariaat en de Kanselarij;

— de coördinatie van het beleid van het College;

— het onderwijs, binnen de perken van de artikelen 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, met inbegrip van de voorschoolse opleiding in de peuterklas, de na- en buitenschoolse opleiding, de artistieke vorming en de intellectuele, morele en sociale vorming bedoeld in artikel 4, °11, °12, °13 en °14, van de bijzondere wet, onverminderd culturele initiatieven bestemd voor een schoolgaand publiek, overeenkomstig artikel 4 van dit besluit;

— het provinciaal onderwijs zoals bedoeld in de artikelen 79bis en 80bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989, alsook de uitvoering van het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie, en van het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, met inbegrip van het sportcomplex en de hogeschool Lucia de Brouckère;

- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet en met uitzondering van de beroepsopleiding en permanente vorming van de Middenstand;
- de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 4, 15° van de bijzondere wet;
- het leerlingenvervoer zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet;
- het beleid inzake het onthaal en de integratie van migranten, bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet, aangeduid als het Samenleven van Plaatselijke Gemeenschappen;
- de betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;
- de internationale betrekkingen;
- de aanhangigmaking bij het Overlegcomité « Federale Regering - Regering van Gemeenschappen en Gewesten ».

Art. 3. Dhr. Jacques SIMONET, Minister, Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt, is bevoegd voor :

- ambtenarenzaken.

Art. 4. Dhr. Didier GOSUIN, Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd, is bevoegd voor :

- het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet en in artikel 3, 6°, van het decreet;
- het cultuurbeleid, zoals bedoeld in artikel 4 van de bijzondere wet, met uitzondering van 10° tot 16°, en binnen de perken opgelegd door de artikelen 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, met inbegrip van buitenschoolse activiteiten op cultureel gebied;
- het cultuurbeleid zoals bedoeld in artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989;
- het toerisme, zoals bedoeld in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet;
- de sportinfrastructuur, zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet;
- de jeugd en de spelotheken.

Art. 5. Dhr. Eric ANDRE, Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand en het Gehandicaptenbeleid, is bevoegd voor :

- de beroepsopleiding en permanente vorming van de middenstand, met inbegrip van het toezicht op de betrokken instellingen, zoals bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet en met uitzondering van de beroepsomscholing en -bijscholing;
- het beleid inzake bijstand aan gehandicapten, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet, met inbegrip van de dienst met afzonderlijk beheer en de desbetreffende infrastructuur.

Art. 6. Dhr. Alain HUTCHINSON, Minister, Lid van het College, belast met Begroting, Sociale Actie en het Gezin, is bevoegd voor :

- de begroting;
- de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet en binnen de perken bepaald door artikel 3, 7°, van het decreet, sociale actie en gezin genoemd, met uitzondering van :
 - het beleid inzake het onthaal en de integratie van migranten, bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3°, van de bijzondere wet,
 - het beleid inzake bijstand aan gehandicapten, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, 4°, van de bijzondere wet.

Art. 7. Het secretariaat van het College wordt waargenomen door de Kabinetschef of de Adjunct-Kabinetschef, toegevoegd aan de Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 8. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden onder de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

Art. 9. De leden van het College zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 juli 1999.

Brussel, 16 juli 1999.

De Minister, Voorzitter van het College, bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing, Leerlingenvervoer, het Samenleven van Plaatselijke Gemeenschappen, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook voor Internationale Betrekkingen,

E. TOMAS

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor het Openbaar Ambt,

J. SIMONET

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd,

D. GOSUIN

De Minister, Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding en Permanente Vorming, van de Middenstand en van het Gehandicaptenbeleid,

E. ANDRE

Minister, Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Sociale Actie en het Gezin,

A. HUTCHINSON